

« Le regard des Français sur la place des jeunes dans la société »
Une enquête Afev – Audirep – Fondation BNP Paribas



Tribune. Publication le 21/02/2013

Par

Elise Renaudin, Directrice déléguée de l'Afev

Cécile Van de Velde, Sociologue, marraine de l'Observatoire de la jeunesse solidaire

Ouvrir enfin la porte à la jeunesse

L'Observatoire de la jeunesse solidaire rend public sa 5^{ème} enquête annuelle sur la place des jeunes dans la société. Première conclusion : le stigmate constaté les années précédentes sur les jeunes des quartiers populaires régresse. La perception des Français s'améliore en effet de 7 points en deux ans. Plus globalement, le regard des français sur l'ensemble des jeunes est très positif (75%).

C'est une première victoire à laquelle le Président de la République aujourd'hui en fonction a sans doute contribué, en mettant la jeunesse au cœur de ses promesses. Cette amélioration du regard de la société sur les jeunes ne doit cependant pas occulter les difficultés accrues de leurs conditions de vie.

La situation des jeunes en France est alarmante. Leur taux de pauvreté augmente d'années en années. La hausse du chômage les a particulièrement frappés, ainsi que l'augmentation parfois vertigineuse des loyers, ce qui freine leur accès à un logement autonome. De nombreux jeunes, y compris salariés, sont contraints de retourner vivre chez leurs parents.

Cette difficulté à entrer dans la vie sociale et professionnelle en toute autonomie est aggravée par un système d'aides publiques dont une partie conséquente est versée aux familles et non aux jeunes directement. Le changement de ce système à partir du moment où les jeunes sont majeurs, nous semblerait un premier pas allant dans le bon sens. Les Français sont d'ailleurs 75 % approuver cette proposition. Elle devrait s'accompagner d'une réflexion sur la question fondamentale de la répartition des efforts entre les familles et les pouvoirs publics, celle du choix entre ce qui doit relever de la responsabilité individuelle ou de la responsabilité collective. Là encore les Français sont très majoritairement favorables à un rôle accru des pouvoirs publics.

Plus globalement, les Français, confiants dans leur jeunesse, et conscients de l'enjeu de lui donner plus de place, attendent un vrai changement de paradigme des politiques publiques en direction de la jeunesse.

Le développement de mesure en faveur de l'emploi des jeunes, la mise en place progressive d'un revenu minimum pour les jeunes sans emploi ni formation, l'amorce de régulation des loyers sont des premières mesures salutaires, qui devraient faciliter les conditions de vie des jeunes et leur insertion dans la vie active. Il faut aujourd'hui aller plus loin, et à l'instar d'autres pays d'Europe, citons par exemple la Suède, réussir à traduire dans les faits le slogan, souvent entendu, « la jeunesse est une ressource ». C'est une politique volontariste favorisant réellement l'entrée des jeunes dans les sphères de décision, et un soutien global à l'entrée dans la vie active.

L'urgence aujourd'hui est à l'ouverture d'une réflexion structurelle sur la manière la plus propice d'accompagner les jeunes vers leur autonomie et d'ouvrir la société à sa jeunesse. Pour cela, nous appelons au lancement de trois grands chantiers : la refonte équitable et émancipatrice du système d'aides publiques pour les jeunes pour prendre en compte les mutations de la jeunesse ; une reconnaissance plus importante des engagements solidaires, notamment dans le cadre des études ; et enfin la mise en place de mesures incitatives pour l'entrée des jeunes dans la vie politique.